

En 2031, Gradi Nkumu, un homme d'une trentaine d'années, est récemment élu président de la République Démocratique du Congo.

Il est confronté sans délai à trois crises de grande envergure :

La première est due à la dépendance marquée de son pays envers les importations, ainsi qu'en l'absence quasi totale du gouvernement et des citoyens congolais dans l'ensemble des secteurs économiques nationaux.

Le second problème est celui de la sécurité, avec une nouvelle guerre d'invasion déclenchée par le Rwanda et l'Ouganda, soutenus par des entreprises multinationales occidentales et chinoises.

La troisième crise découle de l'absence de diversification dans l'économie de la RDC, qui dépend fortement de l'exportation de ses ressources minérales.

Les trois crises que traverse le pays ont toutes un point commun : l'évidence que leur résolution passe impérativement par une approche holistique qui intègre science, technologie et culture dans une perspective sociétale.

Comment «systémiser» une telle société? Quels sont les éléments qui doivent la constituer et comment les faire interagir pour répondre au but de conduire rapidement le pays vers son développement économique, dans une paix durable ? Comment suivre les performances d'un tel système ou modèle de société? C'est en répondant à ces questions que le jeune président trouvera une nouvelle voie pour sa nation.

R.D.C SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

RÉCIT ILLUSTRÉ

*D'une main on résiste, de l'autre on se réorganise en profondeur et on arrose méthodiquement les guerriers des jours à venir.
Le reste n'est juste qu'une question de temps.
Le temps de la maturité d'un système, le temps de la maturité des savoirs.*



ESQUISSE D'UN PAYS QUI AXE SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SA SÉCURITÉ SUR LA PRODUCTION, L'ACQUISITION, LA DIFFUSION, LA CONSOMMATION ET LA GESTION DES CONNAISSANCES

UN RÉCIT ÉCRIT PAR
JEAN JACQUES KALOMBO T.

ILLUSTRATION
YVES MUTUBA



« La pensée n'est qu'un éclair au milieu d'une longue nuit, mais c'est cet éclair qui est tout. »

Henri Poincaré

« Dans 20 ans tu seras plus déçu par les choses que tu n'as pas faites que celles que tu auras faites. Alors, sors des sentiers battus. Mets les voiles. Explore. Rêve. Découvre. »

Mark Twain.



RDC SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

ENTRE 2031 ET 2032

Dépôt légal n° YD 3.02503-57152

Edition Zawadi/ R&D



Le 27 janvier 2031, à Kisantu, dans la province du Kongo Central, le pont Inkisi vient de s'écrouler.

En s'effondrant, il emporte, dans la rivière du même nom, 2 camions-remorques remplis de produits essentiels en provenance du port en eau profonde de Banana et à destination de Kinshasa. Aucune perte en vie humaine n'est à déplorer, les deux chauffeurs ont échappé au pire avec seulement quelques égratignures.



Le pont Inkisi fait partie des infrastructures de passage sur l'axe principal d'approvisionnement de Kinshasa en marchandises importées. À travers les médias sociaux, les plus de 20 millions d'habitants de Kinshasa découvrent progressivement la nouvelle tragique qui s'est produite à 123 km de la capitale congolaise.

En 2031, Kinshasa, tout comme le reste du pays, maintient sa dépendance vis-à-vis des produits importés.

Effectivement, la République Démocratique du Congo est presque entièrement dépendante des importations pour sa consommation. Par exemple, en 2023, lorsque le pays disposait d'un budget de 16 milliards de dollars américains, ses importations s'élevaient à 7 milliards de dollars, dont 3 milliards étaient destinées aux produits agroalimentaires.



Sans les produits importés, Kinshasa n'est plus vraiment Kinshasa : plus de bars, de boutiques, de quincailleries, de boulangeries, d'imprimeries, pas de tenues raffinées, de papiers, d'appareils électroménagers, de «Mpiodi», de volailles, de riz , d'huiles, etc.

Sans les biens importés, la situation pourrait devenir délicate dans cette cité bouillante peuplée d'individus pour le moins imprévisibles.



En 2021, la République Démocratique du Congo est gouverné par un président fraîchement élu de 35 ans : GRADI NKUMU.

Universitaire, fervent chrétien et fils d'un pasteur éminent dans le pays, Gradi, diminutif de «Grâce à Dieu», vient des rangs de l'opposition politique. Il a reçu un large soutien de la part des jeunes et des parents chrétiens, davantage basé sur l'hypothèse qu'« un fils d'un pasteur si aimé et respecté dans le pays, serait un meilleur président » et sur la présomption qu'« un jeune apportera des nouvelles idées ».



Dès qu'il a été alerté de l'effondrement du pont, le Président Gradi se rend à Kisantu. Il tient à s'informer directement de la situation et à mettre en œuvre les actions nécessaires sans délai, car l'effondrement d'un pont sur la voie principale d'approvisionnement de la capitale du pays pourrait entraîner des conséquences considérables d'ordre économique, social et politique.



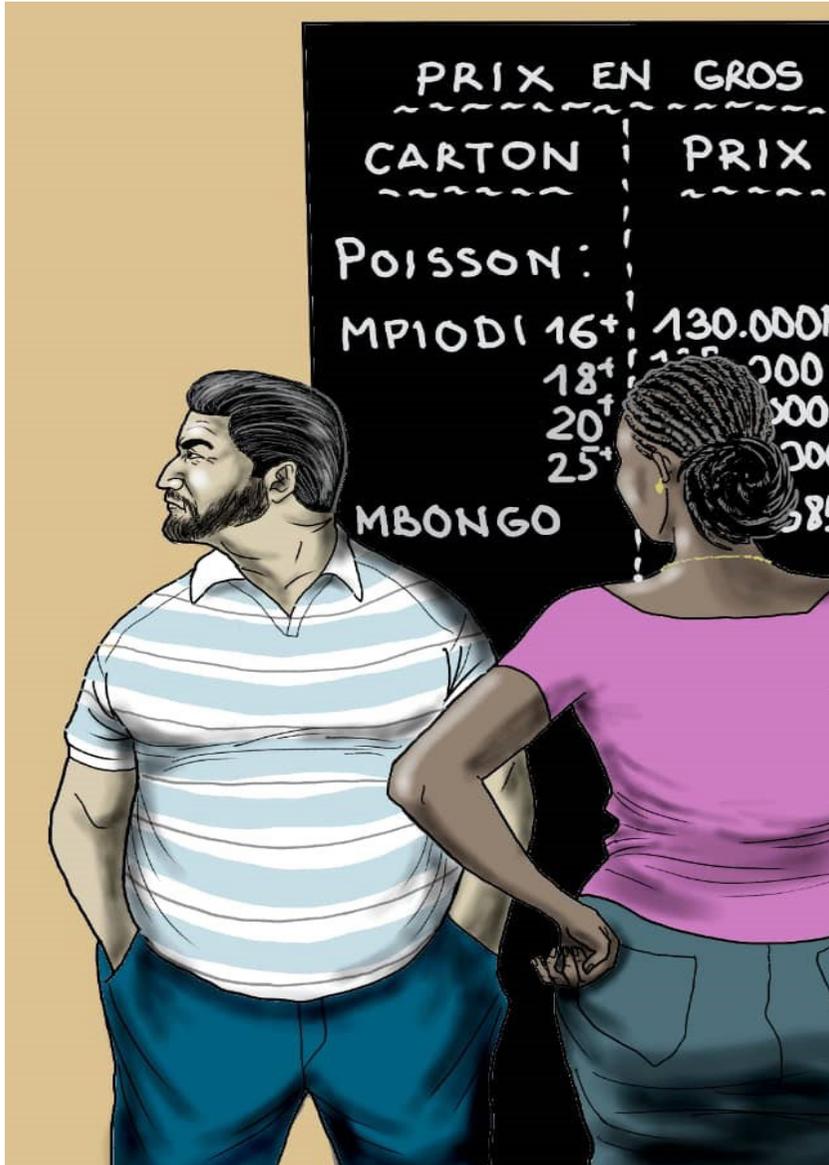
À proximité du pont, l'atmosphère est électrique : des étendards des partis politiques par ici, des youyous de femmes et des clameurs de jeunes gens par là. Kisantu est en émoi, jusqu'à tenter de détourner l'attention du principal sujet : l'effondrement du pont Inkisi et ses répercussions sur Kinshasa.



La réhabilitation du pont Inkisi est prévue pour une durée de trois mois. Les engins de la société chinoise YUN, choisie par l'État congolais pour l'exécution des travaux, sont en action.

En 2031, dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, il ne reste pratiquement plus d'entreprises privées à capitaux congolais de l'envergure de « YUN Corporation ».

Les marchés publics ou privés de taille moyenne ou supérieure sont systématiquement attribués aux entreprises des sujets Indiens, Libanais, Égyptiens, Turcs et autres.



À Kinshasa, la température commence à grimper : Mama Matondo, tout comme les autres femmes de la capitale congolaise, est très remontée. La colère de cette mère de famille provient de l'effroyable inflation qui sévit sur le marché des biens dans la ville.

Le prix du poisson et du riz a presque triplé. Les importateurs, qu'ils soient Libanais, Indiens, Chinois ou autres, soutiennent majoritairement que leurs chaînes d'approvisionnement sont affectées par l'effondrement du pont. Ils pensent que la situation ne pourra être modifiée qu'après l'achèvement des travaux de réhabilitation.



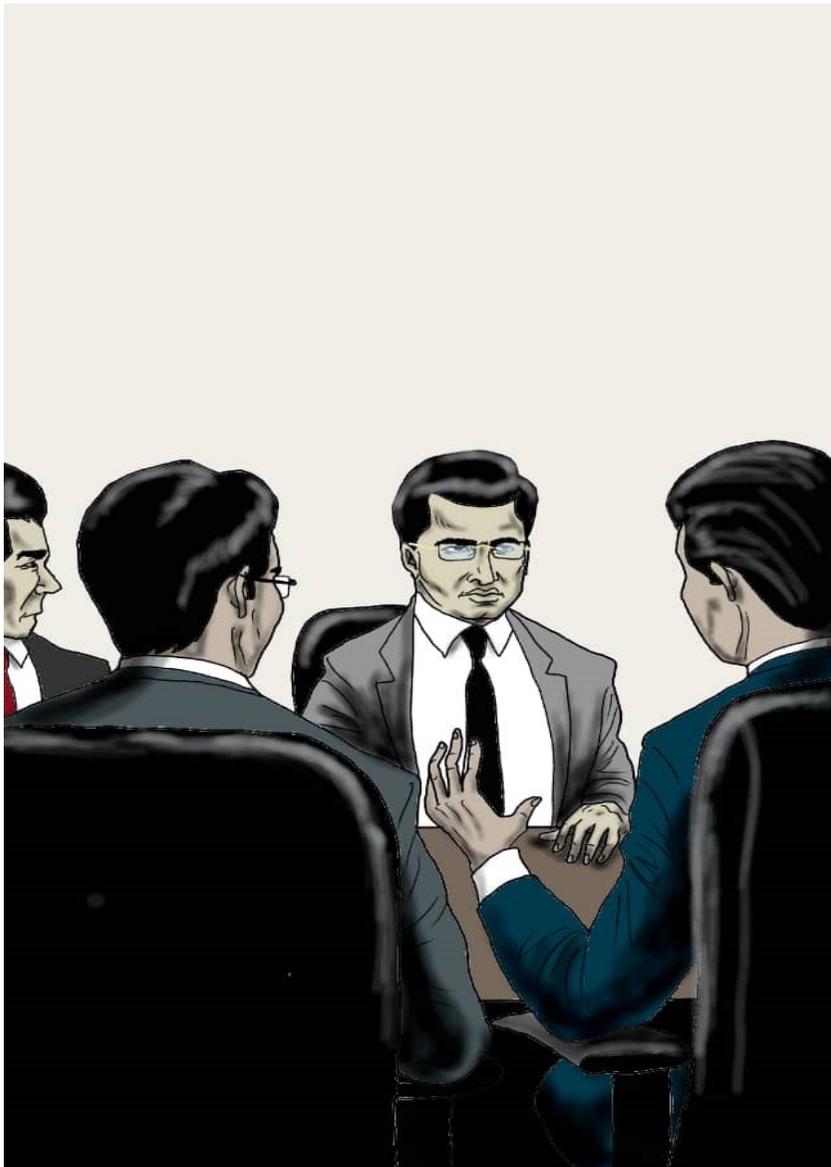
La population souffre.

La maman congolaise a du mal à nourrir sa famille et à vêtir ses enfants.
« Sous l'impulsion » du Président Gradi, Son Excellence Monsieur le Ministre de l'économie nationale convoque les importateurs. »

Il les exhorte à « revenir aux bons sentiments » et à diminuer le prix des produits de première nécessité pour ne pas nuire à la population .
Les importateurs font savoir au Ministre que l'incertitude qui entoure

leurs opérations les « incite à être prudents ». Néanmoins, cela ne les empêche pas de tirer parti de la situation pour relancer une ancienne demande de diminution des prélèvements obligatoires : ils réclament la suspension de certaines taxes et une baisse d'impôt.

Le gouvernement central joue à l'apaisement : il promet d'étudier la question tout en exhortant davantage les commerçants à « travailler dans l'intérêt de la population ».

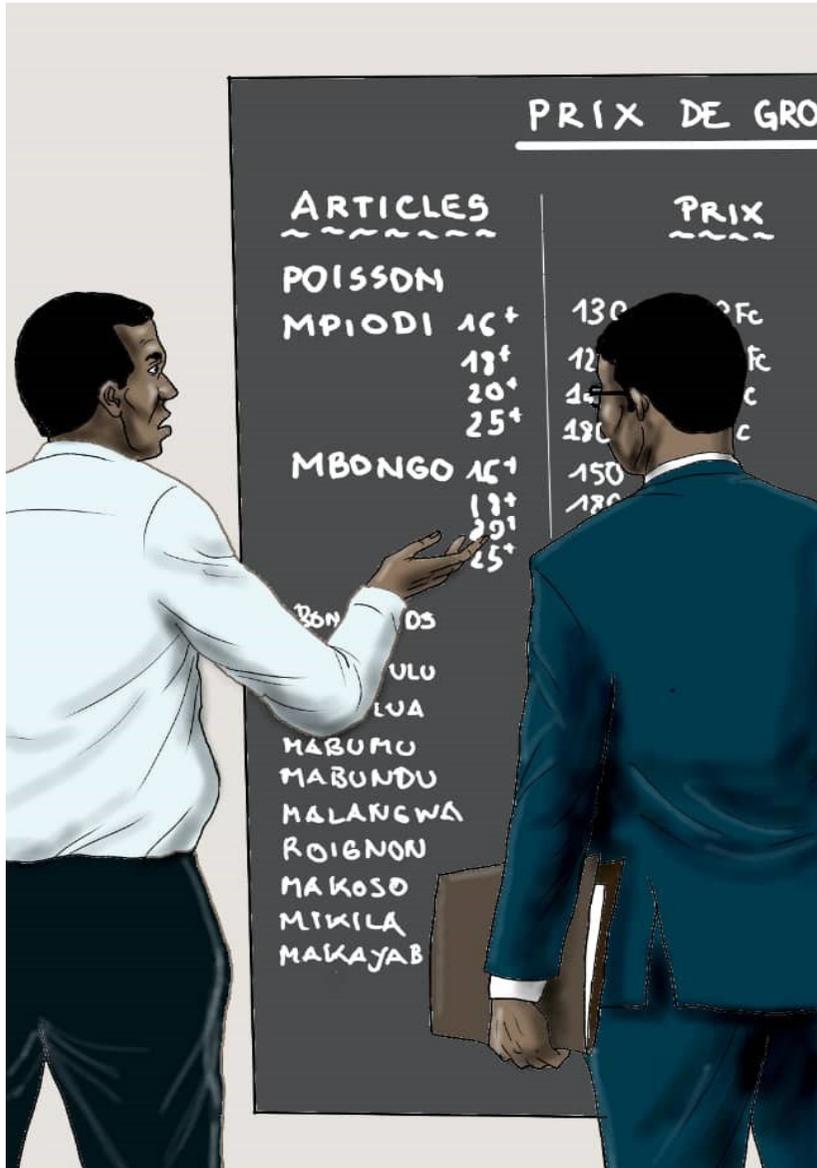


« le tueur est comme le commerçant, l'état d'urgence fait sa fortune » (Pierre Lemâitre) .

Dans les années 2030, le marché des importations à Kinshasa a pris une tournure oligopolistique : il s'agit d'un marché défectueux dominé par un groupe restreint d'entreprises qui peuvent moduler les prix. Ces sociétés, comprenant des sujets indo-pakistanaï, libanais et d'autres, ont formé un cartel dans le but de renforcer leur emprise sur un marché qu'ils se répartissent. Ils y déterminent les tarifs et peuvent en outre barrer l'entrée à d'autres entreprises pour inhiber toute forme de compétition.

Ce soir là, le cartel des importateurs se réunit et décide de garder les prix élevés.

Pour la plupart d'entre les commerçants, les trois mois de travaux de restauration du Pont Inkisi représentent une chance de « gagner plus d'argent » qu'ils ne peuvent se permettre d'ignorer.



Au terme d'une mission leur confiée par le ministre de l'Économie en « personne », les inspecteurs économiques constatent avec impuissance que les prix n'ont pas baissé sur le marché des biens.

Que doivent-ils faire ?

Que pourraient-ils suggérer à leurs supérieurs ?

Sanctionner les importateurs ?

C'est hors de question. Cela risque d'envenimer la situation.

Messieurs les inspecteurs économiques savent que presque toute l'économie de la ville est entre les mains d'importateurs et d'autres entrepreneurs étrangers.

Avec le temps, ces étrangers sont devenus extrêmement influents et même indispensables dans la ville.

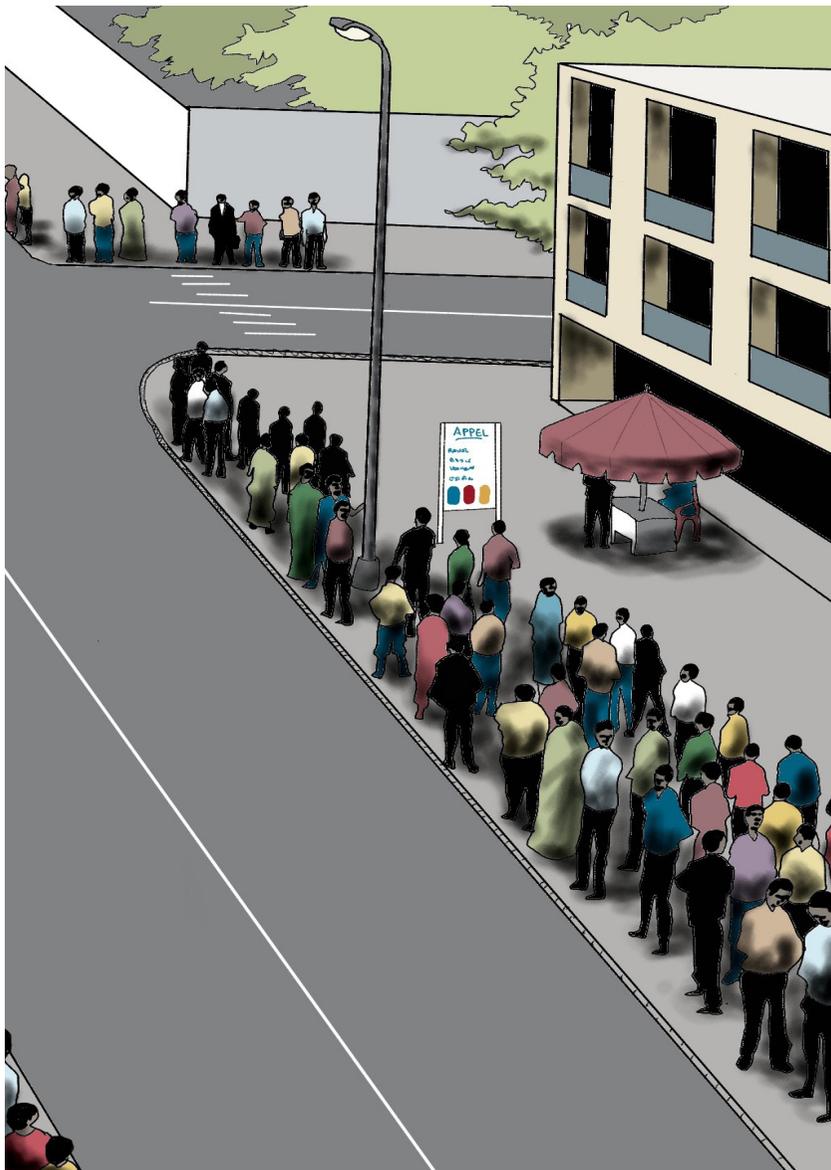
Une ville qui reflète le modèle d'un pays rentier, subsistant grâce à la collecte d'impôts et à l'endettement.

Sans Indiens, Libanais et autres, l'État ne reçoit pas d'impôt, le Congolais n'a pas de travail, il n'y a pas d'argent, pas de nourriture et donc pas de vie.

Les autorités demandent à la population de «serrer la ceinture» en lui trouvant une bonne et belle explication.



Oui, le président Gradi et son ministre de l'Économie nationale constatent qu'ils n'ont pas suffisamment de pouvoir sur les cartels des importateurs. Les deux anciens opposants politiques se rendent compte que dans les conditions actuelles, l'amélioration de l'économie de la ville ainsi que celle du pays dépendent largement de la bonne foi des opérateurs économiques. Et Dieu seul sait combien de commerçants charitables sillonnent le monde !



Comme si cela ne suffisait pas, quelques jours après l'effondrement du pont Inkisi, les chauffeurs de véhicules de transport en commun de Kinshasa lancent un mouvement de grève . Ils réclament, curieusement, la démission du gouverneur de la Ville.



Malgré les accusations du gouverneur Gédéon Nvuzi concernant une « main noire » qui influencerait les conducteurs, il est indéniable que 95 % des véhicules de transport en commun, au service de 20 millions de Kinois, sont en possession d'entités privées congolaises.



La ville est dans un état de paralysie depuis ce matin.
De nombreuses personnes se sont rassemblées aux différents arrêts de bus, attendant avec impatience un hypothétique moyen de transport pour se rendre à leur travail.



Les voilà entrain de débattre de la direction à prendre pour leur mouvement, les véritables maîtres du transport en commun à Kinshasa. Qu'ils soient manipulés ou agissant de leur propre initiative, une fois structurés, ils peuvent causer des dommages là où les autorités ont du mal à anticiper.

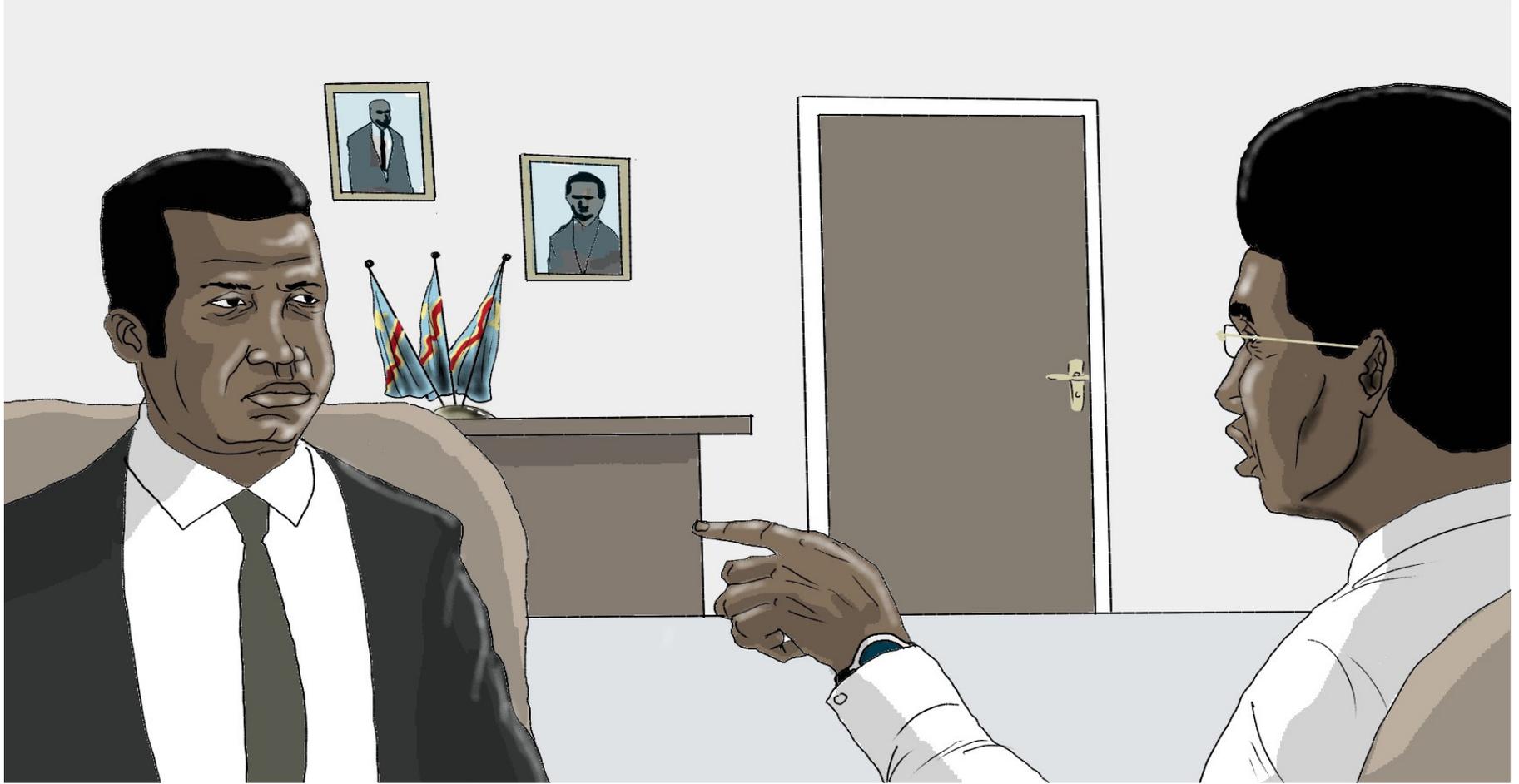


À force de céder et de laisser-faire au nom du libéralisme économique, l'État congolais a finalement été écarté du système économique national. Il a abandonné sa population entre les griffes des charognards de la planète qui viennent se régaler à ses dépens.

C'est une autre dure réalité que découvre le Président Gradi dans l'exercice effectif du pouvoir : des acteurs économiques étrangers ou locaux, en mesure de mettre l'État à genoux et sur qui l'État n'a aucun pouvoir réel, lorsqu'ils sont parfaitement organisés.

Gradi prend conscience qu'il y a une multitude de facteurs auxquels il n'avait pas pensé lorsqu'il était encore dans l'opposition.

Il se demande comment l'État pourrait regagner la maîtrise du système économique national.



Un matin de décembre 2021, le conseiller spécial du président de la République en matière de sécurité vient l'informer de l'invasion de la ville d'Uvira, dans le Sud-Kivu, par le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya, sous la casquette d'un mouvement rebelle soutenu également par des multinationales.

Les agresseurs viennent ainsi de rompre une trêve de 6 ans, conclue suite au « deuxième accord de l'humiliation », lors duquel la RDC céda la sécurité de certains territoires miniers à l'armée rwandaise par l'entremise des mouvements rebelles.



Depuis 1994, année au cours de la quelle la communauté internationale avait forcé la RDC à accueillir de milliers de réfugiés Rwandais, dont une bonne partie était armée, l'Est du pays vit dans une insécurité chronique.

Celle-ci est accentuée par la volonté ferme de certains pays voisins qui visent à maintenir la RDC dans le désordre pour mieux l'assujettir et piller ses richesses, tout en lorgnant sur l'opportunité de lui arracher quelques territoires.



Pour arriver à leur faim, depuis près de 40 ans, le Rwanda et l'Ouganda ont une stratégie qui a fait ses preuves: Ils s'appuient sur une ethnie rwandophone et sur des congolais frustrés ou corrompus pour infiltrer massivement les systèmes politiques et sécuritaires congolais lors des prises

de pouvoir ou des négociations de paix.

Les congolais se retrouvent ainsi avec des institutions tant civiles que militaires truffées d'individus répondant aux ordres de leurs ennemis.



Des fortunes et une prospérité bâties sur les souffrances de nos mères.
Ils jouissent d'un confort trempé dans le sang de nos enfants et de nos
sœurs ;
Leur joie est au prix de tant de vies fauchées;
Celles dont le seul tord est d'apparaître sur une terre convoitée.

Misère. Misère de misère.
Quand les valeurs ne sont plus des repères,
les âmes vendues n'attendent que le tourment de l'enfer.
Misère. Misère des âmes.
De celles qui bâtirent sur le sang et les larmes,
Celle dont l'existence n'a causé que drame sur drame.

Misère de ces âmes égarées ;
Celles qui demeurent troublées par les sangs versés.
Misère de misère.
Misère qui appelle la misère ;
Celle des valeurs qui engendre la guerre ;
Celle de l'âme qui engendre l'indifférence.
La misère du minable qui ignore l'histoire qu'il laisse
La misère de la pensée qui nous fait massacrer.



Ils ne sont pas tous étrangers;
Parmi eux il y a nos frères.
Des frères qui détruisent les vies de leurs frères;
assoiffés du lucre et du pouvoir,
ils hypothèquent l'avenir des nos enfants.
Nos frères nous trahissent :
Oui, avec la complicité de nos frères nos héros sont tués;
avec l'hargne de ceux qui partagent notre sang et notre histoire,
nos filles, nos femmes et nos mères sont violées;
nos vieillards sont tourmentés et errent nos terres en pleurant.

A l'encre du sang de leurs frères,
Nos frères réécrivent la traite négrière.
Attirés par l'appât du gain et de la gloire,
Ils n'ont plus d'égard aux larmes de nos enfants .
Les sanglots de notre terre étouffée par le sang de ses enfants ne les
émeuvent pas.
arrachant leur gloire à cracher sur le visage de notre mère,
Leurs médailles, ils les décrochent à dénigrer leur patrie.
Quand ils n'arrivent pas à nous tuer,
Ils finissent par nous vendre comme du bétail.



Avec des armes encore plus sophistiquées de leurs alliés receleurs,
le Rwanda et ses hommes de mains violent et pillent.
La femme du Kivu est déshumanisée ;
Le soleil du Congo tempéré est assombri ;
Le doux regard de la pudique des collines larmoie.
Ses douleurs et ses cris ne savent émouvoir ceux qui n'ont de dieu que le
profit ;
Son drame ne saura taire l'appétit insatiable du receleur pour les mine-
rais.
Ils vous donnent le prix Nobel pour la réparation de vos femmes et vos
mères violées ;
En même temps qu'ils déploient tapis rouges et fanfares en honneur de
leur violeur ;
Que reste-t-il d'humain dans le capitalisme receleur ?



Errant ça et là,
fuyant atrocités et violences,
ils sont loin de la chaleur et des odeurs appétissantes de leurs cases ;
Loin de la musique des alouettes et des rossignols qui égayaient leur labour.
Au milieu des magmas séchés,
ils sont plantés et disséminés comme des légumes sauvages.
Arrosés par les mains qui les ont arrachées de leurs verdoyantes collines,
Ils vivent de la pitié de ceux qui les tuent.



Cette charité qui vient de celui qui te ruine ;
Cette consolation qui vient des mains qui te causent tant de peines et de souffrances ;
le sourire qui vient de celui qui te vole ta liberté et ton avenir ;
Qui saura l'accepter ?
Qui saura accueillir la fourberie que l'âme qui survit ?
Survivez mes frères et sœurs.
Survivez d'abord,
Car chez nous la vie humaine reste sacrée.



Face aux souffrances extrêmes de la population et à la crainte de perdre définitivement des parties importantes du pays, un des prédécesseurs de Gradi a dû entamer des négociations avec les rebelles . Ces derniers ont non seulement obtenu des positions politiques, mais aussi des rôles de leadership au sein de l'armée, des services de sécurité et de l'administration publique.



L'ennemi de la RDC infiltre à nouveau le système sécuritaire et politique du pays dans le but de le fragiliser afin de renforcer son assujettissement . Le colonel Mamadou Ndala, le général Felix Mbuza Mabe, le général Bahuma et tant d'autres meilleurs, civils que militaires, seront emportés par une vague déferlante d'assassinats et d'empoisonnements mystérieux les uns que les autres.



Avec des commandants militaires issus d'anciens mouvements rebelles, l'Est de la RDC était en réalité resté sous le contrôle du Rwanda qui avait la main mise sur des vastes territoires au sous-sol extrêmement riches. Dans ces zones se déroulaient toutes sortes de crimes et de violences contre la population: des ex-rebelles en complicité avec des militaires congolais corrompus vendaient des armes aux groupes armés congolais et étrangers . Ces derniers s'en servaient pour conquérir ou protéger des carrières clandestines d'exploitation minière, dont les produits se vendaient en contrebande au Rwanda et en Ouganda voisins, qui en sont devenus des plaques tournantes du commerce mondial.



Dans le Kivu et en Ituri, la violence est extrême. Les massacres de civils deviennent monnaie courante.

Dans leur désarroi, les populations sauvent leurs vies en laissant derrière elles, villages et champs que peuvent réoccupés creuseurs , miliciens ou métèques.



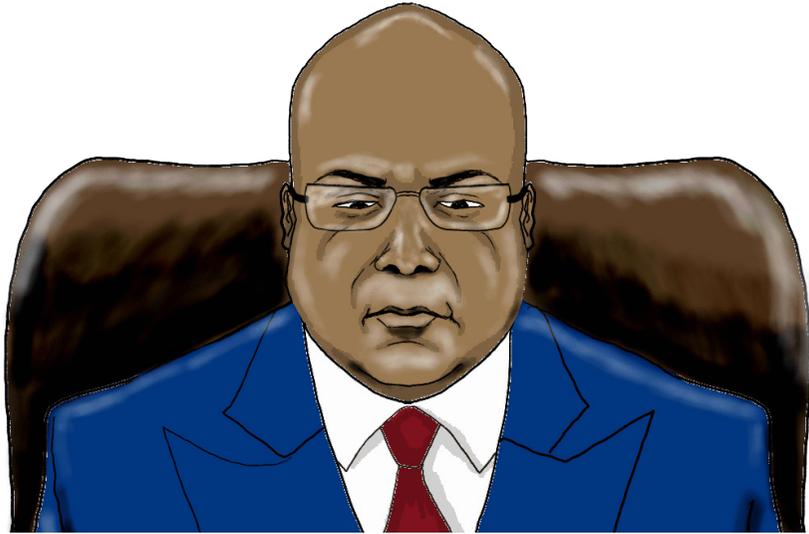
Face à l'insécurité croissante et aux violences causées par les groupes armés à l'Est de la RDC, l'ONU mena ses investigations et constata que les armes utilisées par les groupes armés provenaient de l'armée congolaise. Vite, les sanctions tombèrent: l'ONU imposa à la RDC des restrictions dans les achats des armes de guerre . Ainsi donc, la RDC n'eut plus, pendant un long moment, le droit de s'acheter les armes comme tout pays normal.



En outre, dans ce chaos organisé, chacun trouvait son compte et les choses pouvaient s'arrêter là:

- La RDC avait une paix relative avec ses «poches résiduelles d'insécurité», comme le disait le porte parole de son gouvernement ;
- Les groupes armés et les réseaux mafieux exploitaient des minerais sans être dérangés par le gouvernement congolais;
- le Rwanda et l'Ouganda profitaient des minerais de contrebande et développaient leurs économies;

-les multinationales occidentales et chinoises accédaient aux minerais critiques pour faire tourner leurs industries de hautes technologies en fabriquant des tablettes, des téléphones portables, des ordinateurs et autres bijoux des nouvelles technologies.



Cependant, en janvier 2019, la RDC eut un nouveau Président en la personne de Felix Tshisekedi . Celui-ci tint à remettre de l'ordre dans l'exploitation minière à l'Est de son pays. Il mit en place un programme de réinsertion des groupes armés dans la vie civile, tout en combattant militairement les réfracteurs. En outre, le nouveau Président congolais mit également en place des politiques incitatives en faveur des «creuseurs» artisanaux et autres opérateurs du secteur de l'or qui ne trouvèrent plus de raisons de faire de la contrebande vers les pays voisins, notamment le Rwanda et l'Ouganda.



Sur le plan commercial le résultat fut spectaculaire: selon le chiffre officiel, grâce à une jointe-venture avec une société Saoudienne, la RDC exporta en un trimestre, 3 tonnes d'or artisanal contre 48 Kg pour toute l'année précédente.

L'expérience se révéla alléchante et le gouvernement Congolais voulut l'élargir au Coltan, à la cassitérite et à d'autres minerais critiques.



Les intentions du Président Congolais mirent à mal les intérêts des trois acteurs qui se sentirent obligés de réagir:

- Le Rwanda et l'Ouganda virent le risque de perdre des revenus issus de la contrebande des minerais congolais;
- les mafieux congolais dans l'armée, les milieux politiques et ceux du business, ainsi que tous ceux dont la prospérité dépendait de l'insécurité créée par les groupes armés, voyaient leurs horizons s'obscurcir;
- les entreprises multinationales, qui s'approvisionnaient en minerais critiques auprès du Rwanda et de l'Ouganda, virent se profiler des perturbations dans leur chaîne d'approvisionnement .



Les détracteurs du Président congolais furent prêts à passer à l'acte. Ils se donnèrent comme objectif de contrôler militairement les zones congolaises regorgeant des minerais critiques.

Le Rwanda et l'Ouganda revinrent à leur stratégie habituelle, réactivant une fois de plus les rebelles du M23, mouvement composé majoritairement des Tutsi Congolais mélangés aux forces armées rwandaises.

Les insurgés sont rejoints par quelques Congolais frustrés, dont l'ancien président de la Ceni Corneille Nangaa, qui lança son mouvement AFC à partir du Kenya, dirigé alors par un président proche du Rwanda.

Pour s'assurer que les produits à voler en RDC leur seraient vendus en priorité, l'Union Européenne signa avec le Rwanda un accord sur les minerais critiques.



Avec la bénédiction, et même le soutien matériel de l'union européenne, à travers la Pologne (qui dota d'un système antiaérien le Rwanda) et la France (qui sous couvert de la protection de ses installations pétrolières au Mozambique, armait le Rwanda), le Rwanda et l'Ouganda (la Première invasion de la RDC se fut par Bunagana, frontalier de l'Ouganda), attaquèrent la RDC par des mouvements rebelles interposés.



Lors des confrontations militaires, les agresseurs de la RDC semblaient technologiquement supérieurs. Même l'ONU, dans le pays depuis plus de 30 ans, s'étonna que les rebelles étaient mieux équipés qu'elle.

Par ailleurs, les forces armées de la RDC reculèrent et perdirent du terrain.

Des nombreuses trahisons, dues aux infiltrations émanant des anciens processus des « mixages » et des « brassages » dans l'armée, ne facilitèrent pas les choses .

Les FARDC étaient en mode « repli stratégique prolongé », ou fuyaient carrément devant l'ennemi.



En dépit de la présence de quelques centaines de « formateurs » ou « mercenaires » Roumains dans les rangs des FARDC, les militaires Rwandais (M23) finirent par contrôler la ville de Goma.

Une fois de plus, la RDC fut humiliée. Cela Malgré la bravoure de quelques militaires qui tinrent face à l'agresseur pendant 4 jours dans la ville, mais hélas qui fussent vaincus, non seulement à cause de la supériorité technologique de leurs adversaires et de la présence de nombreux traîtres parmi eux, mais aussi par une désorganisation effroyable des forces armées de la RDC. Après Goma, la ville de Bukavu tomba plus tard sans combat, et le gouvernement congolais fut contraint de négocier avec ses bourreaux.



La RDC négocia en position de faiblesse.
En 2025, comme à l'époque de Joseph Kabila, le pays céda une partie de la sécurité des zones minières de l'Est à l'armée Rwandaise (M23).
Une fois de plus, le Congo avait le choix entre consacrer la balkanisation

du pays ou la réunification de celui-ci en acceptant qu'une partie des richesses du pays soit administrée par le Rwanda et ses partenaires.
Ce fut le deuxième « accord de l'humiliation».



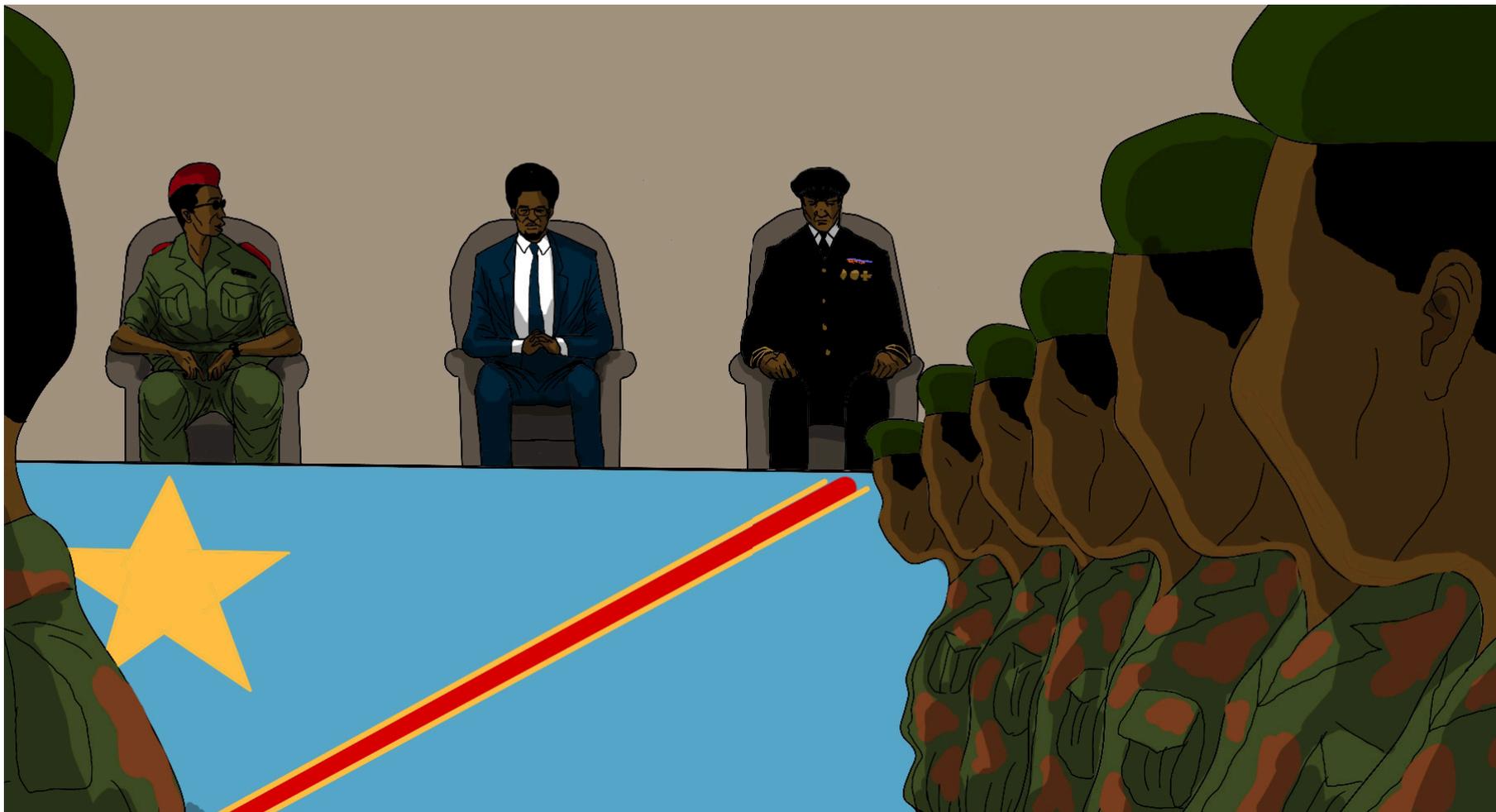
Le 3 Décembre 2031, soit six ans après le « dernier accord de l'humiliation », sous la présidence de Gradi, le Rwanda et les multinationales reviennent à la charge;

ils en veulent encore plus:

Plus des minerais pour les multinationales;

Plus d'espace pour le Rwanda, qui n'a plus assez de terre pour sa population toujours croissante.

Le Rwanda veut annexer des territoires congolais dans l'espoir que ses partenaires occidentaux, toujours assoiffés des plus de minerais, les lui reconnaissent. De toutes les façons, le Rwanda et Kagamé ont déjà tué des casques bleus de l'ONU sans que personne ne le leur reproche; ils ont été à la base de plus de 5 millions de morts au Congo sans que personne ne leur en demande des comptes.



Comme tous ses prédécesseurs, Gradi doit faire face à la guerre. L'armée congolaise doit se battre pour ne pas céder du terrain et «bouter l'ennemi hors du territoire national».

Au-delà de la résistance, le jeune Président pense surtout à comment mettre fin, une fois pour toute, à près de 40 années d'humiliation de son pays par le Rwanda et ses alliés.



Quoi que dirigeant un pays agressé par ses voisins, le Président Gradi va en tournée internationale.

Il voyage pour 3 raisons:

-Premièrement, il va chercher le soutien des pays occidentaux dans la guerre qui l'oppose au Rwanda, car il privilégie la solution diplomatique à la crise.

-Deuxièmement, il veut convaincre les investisseurs étrangers à venir investir dans son pays. Car estime-t-il, les investissements créeront plus d'emplois pour ses compatriotes, massivement au chômage, et apporteront plus d'argent à l'État congolais à travers les impôts et d'autres différentes taxes.

-Troisièmement, Gradi tient à « renforcer » les relations de son pays avec ses partenaires « bilatéraux » et « multilatéraux » desquels il attend plus d'aides et plus de dettes.



Gradi arrive en France .

Le jeune Président congolais n'a pas très conscience que ses interlocuteurs ne considèrent la RDC que selon le prisme de leurs intérêts. Il croit un tout petit peu au mythe de la fraternité entre nations qu'il oublie que les autorités françaises ne répondront à ses demandes qu'en fonction de leur agenda stratégique.

Quelques soient les beaux discours de Gradi, l'aide, la dette, les investissements, les soutiens des autres ne lui seront accordés que si la RDC répond à ce qu'ils attendent d'elle.

Il n'ya pas d'état d'âme.

Il n'y as pas d'humanisme.

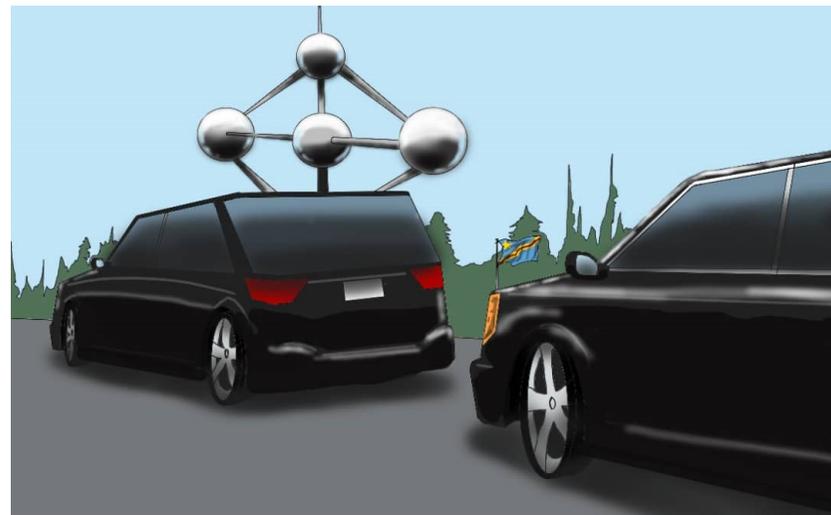
D'ailleurs, même les « observations », les « recommandations » ou autres « conseils » de leurs experts, qui lui sont plus ou moins affectés, ne feront qu'orienter la RDC dans le sens de leurs intérêts.



Gradi est aux États-Unis.

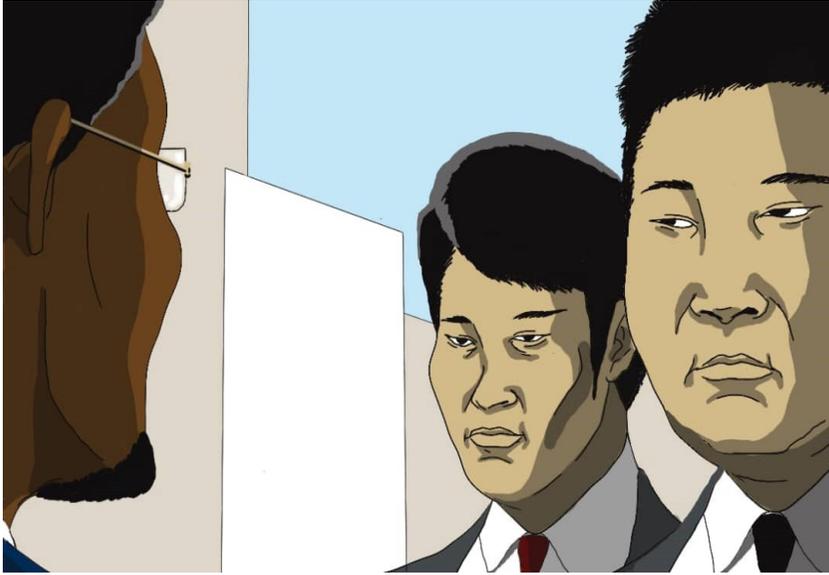
Il est au pays de ceux qui ont inventé la prospective, l'approche systémique et toutes ces méthodes qui permettent, non seulement de pro-agir et ne pas courir derrière les événements, mais aussi de penser et construire des futurs souhaités.

Comme les Français, les Américains savent ce qui les intéressent en RDC et ils ont un tas de scénarios et de leviers pour l'obtenir.



Quand Gradi arrive en Belgique ou ailleurs et pose ses problèmes, ses interlocuteurs lui disent « combien il est beau » et lui indiquent, en fonction de leurs intérêts, quelques préalables ou conditions à remplir pour qu'ils viennent investir ou qu'ils lui accordent leurs aides ou leurs dettes.

Ils y vont de toutes les formules de politesse: « Monsieur le Président, nous sommes prêts à vous aider, mais vous suggérons... »; « Monsieur le Président nous savons que...nous vous encourageons à... ».



Pour leurs industries technologiques, les chinois et les occidentaux ont besoin des minerais critiques localisés à l'Est de la RDC, sous occupation Rwandaise, ainsi que ceux du Katanga encore sous le contrôle du gouvernement de la RDC .

Quand Gradi arrive en Chine, ou en Occident, il est accueilli avec faste par les mêmes qui avaient imposé à son pays un embargo sur les armes tout en fournissant, curieusement, équipements et aides militaires au Rwanda.

Avec leurs aides budgétaires et humanitaires, ainsi que la construction d'infrastructures, ils amadouent les gouvernement congolais pour s'assurer l'accès aux cuivres, aux cobalts, aux lithiums et à d'autres minerais encore sous son contrôle .



Quand Gradi rencontre les responsables des agences des nations unies et des autres organisations multinationales comme le PNUD, le FMI, il n'est pas très conscient que ces organisations sont devenues des véritables outils hégémoniques des États puissants qui passent parfois par elles pour imposer leurs volontés aux « faibles » . Ces structures multinationales sont devenues quasiment des lieux de règlement de compte et d'espionnage entre nations.



Gradi vient de quatre coins du monde.

Il revient des pays où les gouvernements qui l'ont reçu l'attendaient chacun avec un agenda stratégique. Dans ce dernier le rôle de la RDC était préalablement défini, et où les scénarios et les leviers pour la contraindre ou l'inciter à faire leurs volontés étaient bien anticipés.

A force de vouloir satisfaire les conditions de ses « partenaires bilatéraux et multilatéraux », la RDC finit par s'embrouiller en se projetant dans tous les sens .

A défaut d'avoir pensé leur propre avenir et leur agenda stratégique, les descendants de Lumumba et de Kimbangu se retrouvent pris au piège dans des intérêts obscures des uns et des autres .



Le Président Gradi est dans les airs de la RDC .

Il semble comprendre qu'au-delà des « sourires diplomatiques », chaque pays semble vouloir construire quelque chose, et approche la RDC comme une pièce qu'il veut utiliser à un endroit bien précis.

Le jeune président de la république réalise que dans ce contexte d'un monde interdépendant et capitaliste, le pays qui n'a pas une approche systémique de son développement économique et de sa sécurité, subira forcément les agendas des autres nations . Il deviendra réactif:

Il va courir derrière les événements, hypothéquant ainsi l'avenir de sa population.

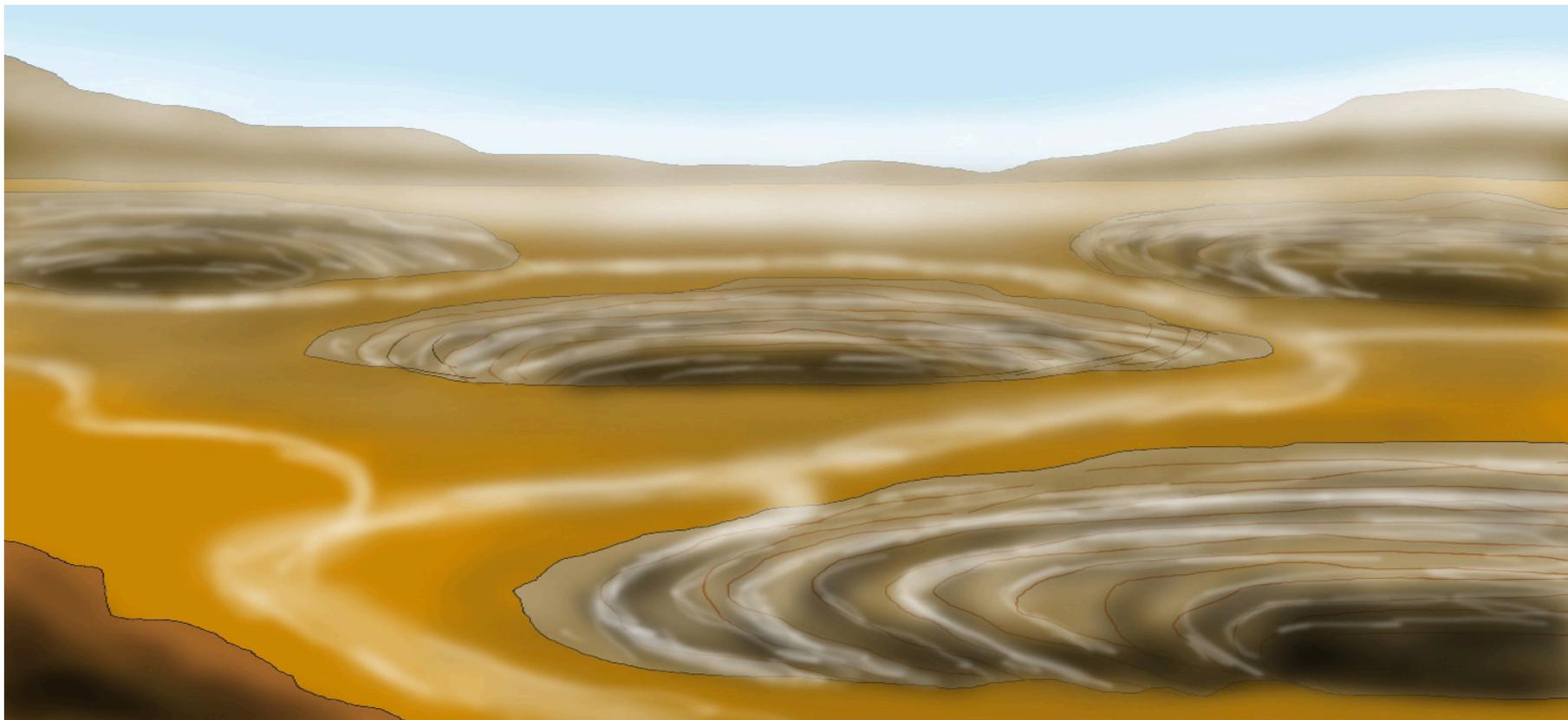


Les investisseurs étrangers que Gradi cherche à séduire sont déjà présents au Congo depuis l'époque du Raïs Kabange et de Fatshi. Ils ne se préoccupent pas d'autres domaines que celui des mines, probablement en

raison du faible capital humain de la RDC, un des plus bas d'Afrique subsaharienne selon un rapport de la Banque mondiale de 2025, ainsi que de la corruption endémique dans le pays.



Ils ont placé leurs tuyaux sur le « Katanga wa mikuba ».
Ils pompent sans répit nos minerais par Lobitho.
Ils vident notre sol par Dar es salam.
Ils nous laissent au fil du temps, cratères après cratères.
Ils prennent tout ce qui fait de nous des humains à leurs yeux.
Et nous, qu'est-ce que nous faisons de ce temps de grâce?
De ce moment où nous pouvons encore, même si peu, négocier avec eux?
Que tirons nous de ce pillage autorisé par la misère ?
Arrivons-nous à nous constituer une de ces richesses impérissables, iné-
puisables ?



Cratères, rien que des cratères;
C'est tout ce que nous léguons à nos enfants.
Cratères, encore des cratères,
De ces trous béants se cachent des serpents de la misère et de la haine;
Là étaient autre fois des richesses dont l'épuisement préparait le lit des
conflits qui décimeront les fruits de nos entrailles.

Pour les enfants de nos enfants,
Trouvons mieux à faire.
Pour ceux qui porteront notre sang des générations en générations,
Il y a mieux à faire;
Pour ceux qui porteront l'étendard de notre bravoure et hériteront de nos
efforts,
Tournons d'avantage nos méninges.

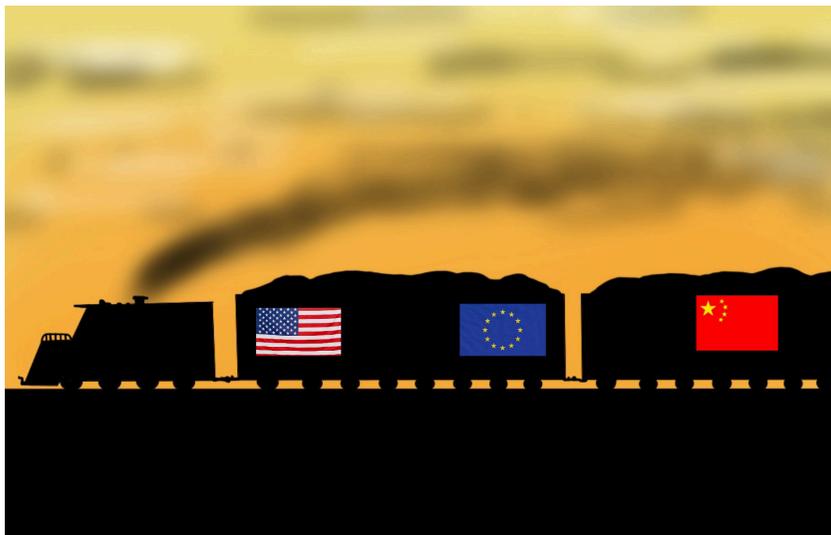


Les Congolais sont quasi inexistants dans les business de grande envergure .

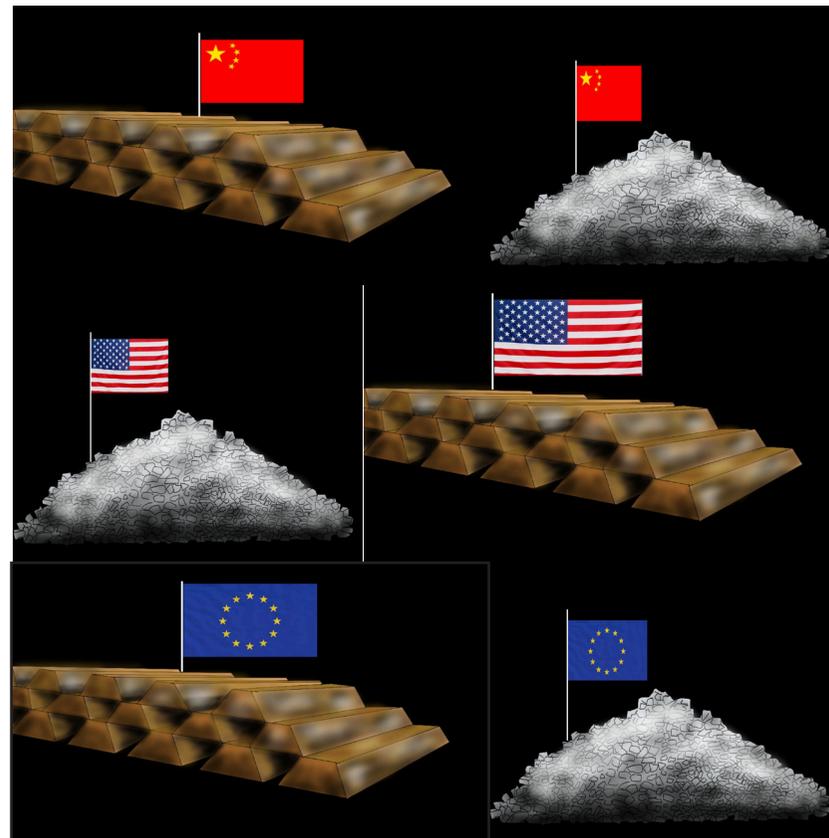
La croissance économique du pays dépend essentiellement des exportations de ses minerais par des sociétés étrangères desquelles l'État reçoit des impôts et autres taxes.



Par leurs capitaux investis en RDC, les multinationales et autres entreprises étrangères tiennent le pays dans leurs mains . Si pour une raison ou une autre elles cessent leurs activités, à l'instar de celles des occidentaux qui avaient quitté la Russie au début de la crise Ukrainienne , cela mettra le peuple congolais dans une situation extrêmement difficile : un grand nombre se retrouvera sans travail et l'État fera face à un manque criant des ressources financières.

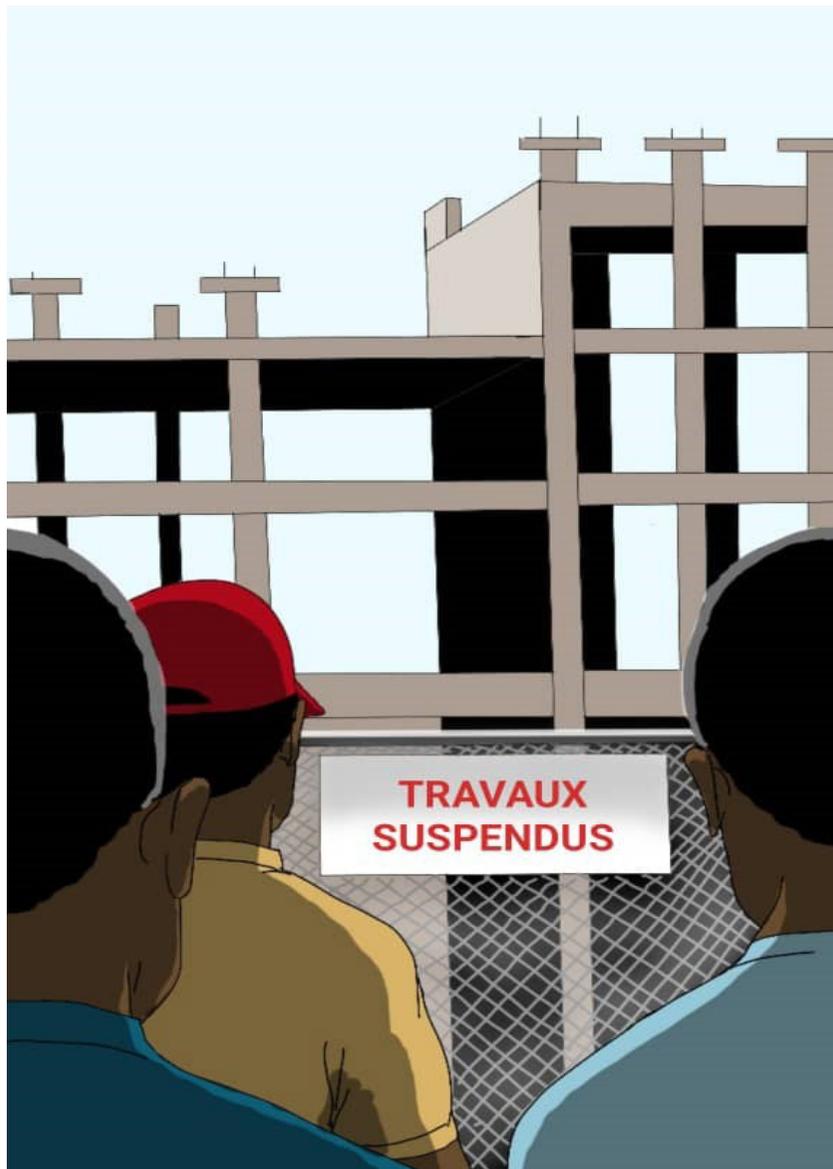


Grâce à des machines toujours plus performantes et à des années de « pillage légal », les minerais du Congo sont pompés. Tandis que les économistes du pays multiplient stratégies et réformes pour capter plus d'argent afin de financer les institutions et construire quelques infrastructures, les rotations des trains et des camions-remorques entre le Katanga et Lobito ou Dar-es-Salam sont spectaculaires.



L'Amérique, la Chine et l'Europe se constituent à vil prix des stocks gigantesques de cobalt, de cuivre et de lithium pouvant couvrir des importations de dizaines d'années.

Bientôt l'intérêt pour ces matières premières dites stratégiques va diminuer, entraînant inévitablement des chutes significatives de leurs prix sur le marché.



*Avec la baisse de cours des matières premières, les impôts et autres redevances issus de l'exploitation des minerais, diminuent .
Ajouté à cela les dépenses en procédure d'urgence suite à la nouvelle guerre d'agression qui est imposée au pays, l'État n'a plus assez de ressources pour financer son budget: Il est en déficit.
Faute de financement, certains projets initiés par le gouvernement congolais s'arrêtent .*

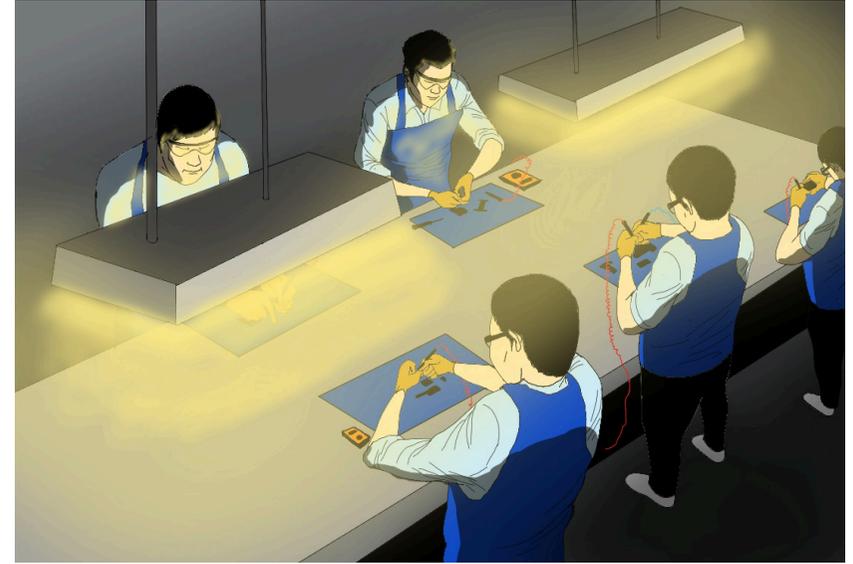


L'État congolais a du mal à payer ses fonctionnaires.
Les messages électroniques des banques annonçant la paie sont impatientement attendus sur des téléphones par des maris et des pères de familles désespérés.



En 2032, la Taïwan est envahie par la République Populaire de Chine qui tient à rétablir l'unité de son territoire qu'elle a perdue depuis 1949, lors du conflit entre le Parti communiste chinois et le Koumintang, le parti nationaliste chinois.

Taïwan est une île revendiquée par la République Populaire de Chine. Sa capitale est Taipei, sa superficie est de 35 980 km² avec une population environnant les 27 millions d'habitants.



Taïwan est plus connu dans le monde pour la production des semi-conducteurs, dont elle est le leader mondial avec 60 % de la production mondiale et 90 % des produits sophistiqués en 2025.

Les semi-conducteurs sont des puces indispensables pour l'électronique et l'informatique. On les trouve dans les ordinateurs, les smartphones et divers appareils électroménagers.



La Taïwan, qui semble se préparer à l'invasion chinoise depuis longtemps, résiste.
Cette île, située à 180 km des côtes chinoises, s'oppose plus vigoureusement avec l'appui des Américains et d'autres alliés occidentaux.



Le conflit entre la Chine et la Taïwan a d'importantes répercussions sur le commerce mondial. En raison du fait que ces deux entités sont localisées dans la région Asie-Pacifique, qui constitue les deux tiers du commerce mondial.



Avec la guerre dans le Pacifique, la Chine, principale importatrice mondiale de cuivre, de cobalt et de lithium, n'achète plus. Dans la région du Katanga, en République Démocratique du Congo, quelques gisements commencent à fermer. Des milliers d'employés du secteur minier se retrouvent soudainement sans emploi.



L'État congolais qui dépend essentiellement, comme toujours des exportations de ses minerais, n'a plus suffisamment des moyens pour financer ses politiques. Des projets, initiés pourtant avec faste, s'arrêtent les uns après les autres.



La paie des millions de fonctionnaires congolais devient irrégulière et incertaine.



La consommation de biens et de services baisse dans les grandes villes. Les usines ne produisent plus et des masses de Congolais travaillant dans le secteur manufacturier et celui des services se retrouvent peu à peu sans emploi.



En plus de la guerre d'agression rwando-ougandaise et des répercussions du conflit dans le Pacifique, le gouvernement congolais doit faire face à la grogne sociale.

Les enseignants, les médecins, vont en grève.

Ça murmure dans tous les sens.

Le peuple congolais est mécontent de son gouvernement.

Les prédécesseurs de Gradi étaient bien conscients du fait que la RDC dépendait dangereusement de ses ressources minières. Malheureusement, personne n'avait pu s'attaquer sérieusement au problème.

Des années plus tard, Gradi et le peuple congolais doivent affronter les défis que les anciens n'ont pas su relever. Leur héritage devient trop lourd à porter pour les futures générations.



La RDC a besoin d'argent pour combler son déficit.
Elle continue de chercher à s'endetter malgré ses difficultés à rembourser ses créanciers.



Les perspectives économiques restent sombres à cause de la guerre dans le Pacifique.

La Banque mondiale et le Fond monétaire international suspendent leurs programmes avec le gouvernement congolais.

Pendant ce temps, l'inflation s'invite à la crise.

Oui, Ça ne sent pas du tout bon en RDC.



L'opposition politique en quête de positionnement et la société civile s'y mêlent.

La rue grogne :

Gradi, dégage ! Gradi, dégage !

Ça crie de partout, le peuple congolais exprime sa colère.

D'autre part, la jeunesse congolaise, sans perspective réelle de son avenir, réclame le départ du Président de la République.

Elle pense qu'un autre président ferait peut-être mieux.

Elle veut plus d'encadrement pour être au cœur du développement économique de son pays. Elle veut plus d'emplois.



Devant sa télé et à travers les réseaux sociaux, Gradi entend le soupir d'un peuple révolté;
Il voit les espoirs déçus d'un peuple qui l'a tant aimé et qui lui a accordé du temps.
Ce temps de grâce est passé, le peuple Congolais veut plus d'actes que de discours.
Devant son écran, le Président Congolais voit le désarroi des enfants qui retournent à la maison parce que les enseignants impayés sont en grève.
Des enfants que les gouvernements congolais, qui se sont succédés, n'ont jamais su équiper ni entraîner à relever le défi de leurs générations.
Ces enfants sur lesquels devrait se fonder légitimement l'espoir de tout un peuple, mais hélas qui se constituent prisonniers sur leur propre terre

sous le regard impuissant et médusé d'une société encore adepte de la génération spontanée. Ces enfants en qui on sème lâcheté et à qui on réclame bravoure;
Bambins en qui on jette les grains de la haine et desquels on attend germer l'amour et la compassion;
Cette feuille blanche sur laquelle on écrit « légèreté » et on veut lire « efficacité et rigueur ».



En espérant que la situation internationale s'améliore et que les exportations reprennent, Gradi se bat pour expliquer à ses compatriotes que le pays traverse une crise mondiale comme celle du temps de la Covid ou de la guerre en Ukraine.

Cependant, les « justifications politiciennes » et les multiples exercices de redevabilité de « Son excellence Monsieur le Ministre de la communication », n'arrivent plus à masquer la réalité : La RDC va très mal; tout le monde le sait; tout le monde le voit.



Quand tout semble compliqué, Gradi, comme bien de ses concitoyens, se réfugie en Dieu.

L'Éternel est pour eux « ce rocher où chacun trouve un abri ».

Gradi cherche en Dieu un secours parce que la souffrance du peuple congolais le ronge.

Avec plus de 90 % de chrétiens, la RDC est une nation profondément croyante.

En RDC, la référence à Dieu est la norme.

D'ailleurs, un des prédécesseurs de Gradi avait même consacré le pays à Dieu lors d'une cérémonie réunissant plus de 100 000 personnes et diffusée en direct à la télévision nationale.

Chaque dimanche des millions de Congolais remplissent des églises, implorant Dieu par son Fils Jésus-Christ.

Catholiques, protestants, évangéliques, kimbanguistes, charismatiques, ils ont les mains levées vers le ciel, vers celui à qui « les cieux appartiennent et qui a donné la terre aux fils de l'homme ».

Même pendant les jours de la semaine, ils sont des millions à lever chaque matin leurs mains vers le ciel pour implorer et adorer celui qui « accorde la vie, l'être et le mouvement ». Ils implorent le Dieu de « toutes les possibilités ». Celui qui est capable de tout et qui tient l'univers visible et invisible entre ses mains.

Mais hélas, le Congolais est un peuple pauvre et assis sur une des terres les plus riches de la planète.

Alors, mon Dieu, qu'est-ce qui cloche ?



En vérité, ce que Dieu offre aux nations de la Terre pour leur développement sur leur sol, c'est l'inspiration : ce souffle que certains nomment intuition. Par lui, le Dieu vivant confère à « l'Homme qu'il façonna à sa ressemblance » le pouvoir de créer et d'inventer, lorsque celui qui croit en lui le demande.

Gradi croit comme dans la chanson de Lifoko du ciel que « l'inspiration est le monde de Dieu ». Il supplie que Dieu insuffle en lui la force nécessaire pour tirer parti de toutes les épreuves qu'à traversées le Congo, afin que la RDC puisse finalement s'élever avec confiance vers des perspectives glorieuses. Il implore Dieu que le Saint-Esprit, l'esprit supérieur du livre de Daniel (Daniel 5:12), inspire sa communauté afin que la nation puisse découvrir des idées qui la mèneront vers la paix et un véritable miracle économique. »



Durant son bref instant de répit, Gradi ne se contente pas de prier, il s'engage également dans des recherches tout en sollicitant la guidance divine dans ce qu'il entreprend.

Heureusement, le Président Congolais découvre les concepts de complexité, d'approche systémique et de prospective qui étaient presque absents du système éducatif congolais, certainement, en raison de la subjectivité prédominante qui les entoure.

Gradi découvre, avec la prospective, que « l'avenir n'est pas connaissable mais imaginable », et qu'il existe des outils pour inventer et mettre en

perspective un futur souhaitable dans un environnement volatile, incertain, ambigu et même hostile. Il découvre qu'il peut repenser la RDC en l'appréhendant comme un système, c'est-à-dire comme « un ensemble fait d'éléments en interaction dynamique » qu'il peut organiser dans le but du développement économique et de la sécurité de son pays.

Gradi Nkumu réalise qu'avec une réflexion « hors cadre », il peut se trouver une méthode qui lui permettrait d'activer dans un tout cohérent autant d'idées révolutionnaires que des talents locaux et expatriés pour arriver à un miracle congolais.



La RDC évolue dans un monde globalisé où les interdépendances créent des dynamiques complexes, et où la connaissance s'est imposée comme un élément crucial de l'économie, de la sécurité et par conséquent de puissance des nations. Le Président Gradi est persuadé que le moment est venu où la RDC, actuelle et future, doit se concevoir et se construire comme un modèle de « société de la connaissance ».

D'après le théoricien américain Peter Drucker, une « société de la connaissance » est celle où le développement économique repose sur la production, l'acquisition, la diffusion, la consommation et la gestion des connaissances. Une connaissance considérée désormais comme une matière première et qui peut s'entendre comme la capacité de rendre les informations et les savoirs productifs.

**LA SUITE EST UNE APPROCHE
MÉTHODOLOGIQUE POUR
CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE
UNE SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE EN
RDC.**

**POUR SON CARACTÈRE STRATÉGIQUE,
NOUS LA GARDONS CONFIDENTIELLE
ET LA RÉSERVONS À QUI DE DROIT.**



Unir nos talents pour briller encore plus fort

Avril 2025, Éditions Zawadi/ R&D
Imprimerie Zawadi
Masina Petro Congo
zawadird@gmail.com
zawadird.com
Téléphone : + 243 994 994 226